

Zimbabwe/Élections générales

Forte participation pour les premières consultations post-Mugabe

AFP

Harare/Zimbabwe

Bien qu'ils soient 23 candidats – un record – la course pour la fonction suprême se joue entre l'actuel chef de l'Etat Emmerson Mnangagwa (Zanu-PF) et l'opposant Nelson Chamisa (MDC).

LES Zimbabweens votent en masse et dans le calme hier lors des premières élections générales depuis la chute du président Robert Mugabe en novembre après trente-sept ans de pouvoir, des scrutins historiques organisés dans un climat de suspicion de fraude.

Un total de 23 candidats – un record – sont en lice pour la présidentielle, organisée en même temps que les législatives et les municipales.

La course pour la fonction suprême se joue entre l'actuel chef de l'Etat Emmerson Mnangagwa, patron de la Zanu-PF, le parti au pouvoir depuis l'indépendance du Zimbabwe en 1980, et l'opposant Nelson Chamisa, leader du Mouvement pour le changement démocratique (MDC).

Pour ces scrutins historiques, "la participation est élevée", a annoncé à la mi-journée hier la présidente de la commission électorale Priscilla Chigumba. De longues files d'attente s'étaient formées à l'aube devant de nombreux bureaux de vote à Harare.

"J'espère un nouveau Zimbabwe", qui "offre des opportunités égales pour tous", a déclaré Lalita Mtetwa, une diplômée de 30 ans au chômage. "On a



Photo : AFP

C'est en masse que les Zimbabweens se sont déplacés hier pour les premières élections post-Mugabe.

des millions de personnes éduquées sans emploi et vivant dans la pauvreté, seuls les riches sont dans une meilleure position", a-t-elle fulminé.

"J'ai voté pour Mnangagwa", a expliqué pour sa part Robina Mayobongwe, 80 ans, à bord d'une charrette tirée par un âne. "On ne peut pas faire confiance aux jeunes. Ils vont redonner le pays à nos colonisateurs", a-t-elle estimé.

M. Mnangagwa a succédé en novembre au président Mugabe, nonagénaire, qui a dirigé d'une main de fer le pays pendant près de quatre décennies.

Ce dernier a été contraint à la démission, poussé vers la sortie par l'armée et par son propre parti, la Zanu-PF, qui ont refusé de sa fantasque et ambitieuse épouse Grace Mugabe lui succède le moment venu.

M. Mnangagwa, ancien bras droit de M. Mugabe qui l'a renié quelques semaines avant sa chute, cherche désormais à obtenir par les urnes la légitimité

du pouvoir.

A 75 ans, celui que l'on surnomme "le crocodile" affirme avoir tiré un trait sur son passé de cacique du régime Mugabe, et a promis de rétablir la démocratie et de remettre sur les rails une économie aux abois.

MUGABE A VOTE. Le président Mnangagwa, qui a voté dans sa ville natale de Kwekwe (centre), s'est félicité hier que "la campagne ait été pacifique, tout comme le vote".

Les élections sous l'ère Mugabe ont été régulièrement entachées de violences et de fraudes.

En début d'après-midi, ce fut autour de M. Mugabe, accompagné de son épouse, de voter sous les flashes des photographes à Harare.

Il s'est refusé à tout commentaire. Mais la veille, il avait, lors d'une conférence de presse surprise, appelé les électeurs à faire chuter la Zanu-PF.

"J'espère que le vote de demain (hier lundi) va faire tomber la forme militaire

de gouvernement" actuel, avait-il lancé. "Je ne peux pas voter pour ceux qui m'ont mal traité", avait-il poursuivi, avant de sous-entendre qu'il donnerait sa voix à M. Chamisa, dont il a toujours combattu la formation.

Embarrassé, le chef de l'opposition a nié toute alliance avec l'ancien président et s'est dit hier confiant dans la victoire.

"Je n'ai aucun doute que d'ici la fin de la journée, nous devrions avoir une voix catégorique pour le changement", a lancé le quadra, avant de soulever une fois de plus la question de fraudes possibles.

"Dans les régions rurales (...), si le vote est juste, la victoire est certaine", a-t-il affirmé.

M. Mnangagwa reste toutefois favori de la présidentielle, mais l'écart entre les deux hommes s'est récemment réduit dans les sondages. Le premier est crédité de 40% des suffrages, contre 37% pour le second, selon un sondage

publié il y a dix jours par le groupe Afrobarometer. Si aucun candidat n'obtient la majorité absolue, un second tour sera organisé le 8 septembre.

LA CREDIBILITE DU VOTE EN JEU.

Tout au long de la campagne, le président Mnangagwa a promis l'apogée d'une "nouvelle démocratie" et des milliards de dollars d'investissement pour remettre sur pied une économie ruinée par les réformes catastrophiques de son prédécesseur.

Le pays manque cruellement de liquidités, obligeant la population à faire la queue des heures devant les banques pour obtenir quelques dizaines de dollars en liquide, tandis qu'une écrasante majorité de la population est au chômage.

M. Mnangagwa s'est également engagé à la tenue d'élections libres et transparentes, à l'inverse des scrutins de l'ère Mugabe.

La Zanu-PF "doit maintenir un semblant d'élections libres et justes pour pouvoir attirer des investissements étrangers", a estimé le cabinet EXX Africa, basé à Londres. "Cependant, il reste de graves inquiétudes sur la crédibilité du vote", a-t-il ajouté.

L'Onu s'est ainsi inquiétée des "intimidations" d'électeurs avant les scrutins, mais elle a aussi salué "l'élargissement de l'espace démocratique au Zimbabwe".

Pour la première fois depuis seize ans, des observateurs occidentaux ont été invités à surveiller le vote. Les bureaux de vote devaient fermer à 19h00 (18h00 au Gabon).

L'Afrique en bref

• **Afrique du Sud/Justice.** Grace Mugabe : immunité contraire à la Constitution



Photo : AFP

Un tribunal sud-africain a jugé hier que l'ex-première dame du Zimbabwe Grace Mugabe ne bénéficiait pas de l'immunité diplomatique lors de l'agression en 2017 à Johannesburg d'une jeune femme, dont elle est accusée.

• **Erythrée-Somalie/Diplomatie.** Etablissement des relations entre Asmara et Mogadiscio

L'Erythrée et la Somalie ont signé hier à Asmara un accord portant sur l'établissement de relations diplomatiques et l'envoi d'ambassadeurs dans leur capitale respective, a annoncé le gouvernement érythréen dans un communiqué.

• **Mali/Présidentielle.** Après le vote, le soulagement

Les autorités et la classe politique maliennes saluaient hier la tenue du premier tour de l'élection présidentielle, malgré la perturbation du scrutin par des attaques dans le centre et le nord du pays et une participation qui s'annonce modeste.

A travers le monde

• **Etats-Unis-Italie/Diplomatie.** Trump reçoit Conte

Le président américain Donald Trump a accueilli hier à la Maison Blanche le chef du gouvernement italien Giuseppe Conte, un dirigeant européen populiste avec lequel il partage des affinités, notamment sur l'immigration et le commerce.

• **France/Justice.** Affaire Benalla : nouvelle enquête pour d'autres violences

La justice française a annoncé hier l'ouverture d'une nouvelle enquête dans l'affaire Benalla pour d'autres violences commises le 1er mai à Paris, quelques heures avant les heurts pour lesquels l'ex-collaborateur du président Emmanuel Macron a déjà été inculpé.

• **Syrie/Conflit.** L'EI enlève une trentaine de femmes et d'enfants

L'organisation Etat islamique (EI) a enlevé une trentaine de femmes et d'enfants de la minorité druze en Syrie, lors d'un assaut sanglant mené la semaine dernière dans la province méridionale de Soueïda, a indiqué hier l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH).

RDCongo/En prévision des élections générales

Kabila demande à ses proches de lui chercher un "dauphin"

AFP

Kinshasa/RDCongo

LE président congolais Joseph Kabila a demandé à ses proches de lui chercher un dauphin en lui suggérant quatre noms à l'approche de la date-butoir du 8 août en République démocratique du Congo, a-t-on appris hier auprès de membres du gouvernement et de la majorité présidentielle.

"Il veut que chaque regroupement (politique) lui propose quatre noms dans les 48 heures, afin qu'il choi-

sisse le candidat du Front commun pour le Congo (FCC) à la présidentielle", a déclaré à l'AFP un ministre qui refuse d'être cité en cette période ultra-sensible.

Le président Kabila, qui ne peut pas briguer de troisième mandat, affirme qu'il respectera la Constitution sans jamais évoquer la question de son successeur.

Ses adversaires l'accusent de chercher une stratégie pour rester au pouvoir. Les forces politiques doivent déposer au plus tard le 8 août leur dossier de candidature pour l'élection présidentielle prévue le 23

décembre.

Le "dauphin" devra remplir une liste de onze critères énoncés par le chef de l'Etat, a précisé un autre ministre issu de l'opposition, toujours sous le couvert de l'anonymat.

Toutefois, M. Kabila "n'a pas dit expressément qu'il n'était pas lui-même concerné par ces critères", a précisé un chef de parti qui a pris part à la rencontre. Trois autres participants ont déclaré la même chose. Commencées samedi, ces consultations se sont poursuivies hier, selon au moins six responsables de la majorité et du gouvernement interrogés par l'AFP.

Lundi, le président Kabila a consulté notamment le groupe du ministre des Médias Lambert Mende, selon une source de la présidence.

La veille, le président Kabila "a consulté le PPRD (parti présidentiel)" dans sa ferme de Kingakati dans la banlieue de Kinshasa. Le Front commun pour le Congo (FCC) est la plateforme électorale dont le président Kabila est "l'autorité morale".

M. Kabila, 47 ans, au pouvoir depuis l'assassinat de son père en 2001, a été élu en 2006 et réélu en 2011. Son deuxième et dernier mandat de cinq ans s'est

achevé le 20 décembre 2016.

• **Quid de Katumbi et de Bemba ?**

L'opposant congolais en exil Moïse Katumbi a officiellement demandé l'autorisation de rentrer en République démocratique du Congo, où il compte déposer sa candidature à l'élection présidentielle prévue le 23 décembre. De son côté, l'ex-chef de guerre Jean-Pierre Bemba a annoncé son retour pour demain à Kinshasa en provenance de Bruxelles, et non plus dès ce mardi dans son fief de Gemena (nord-ouest).